

## La xylella fastidiosa détectée en Espagne, le Sidoc lance l'alerte

L'olivier corse est, à l'heure actuelle, épargné par la fameuse bactérie. Les souches identifiées dans l'île ne le concernent pas. Ou pas encore. Les oléiculteurs se sont réunis à Lumiu ce mardi, pour lancer une alerte sur "le risque majeur que fait courir à la Corse la politique actuelle de dérogations pour l'entrée de végétaux".

C'est la détection des trois souches de bactéries en Espagne, jusque-là épargnée, qui a déclenché leur réaction. Or, les importations d'oliviers en Corse viennent principalement d'Espagne. Mais que l'on ne s'y méprenne pas, la bactérie n'est pas apparue d'un coup, mais était présente depuis longtemps. Ce qui a changé, c'est le système de test. "Le système utilisé jusqu'alors en Espagne est moins sensible et moins fiable. Il est encore utilisé en Italie hors des

Pouilles, en Toscane par exemple", explique Sandrine Marfisi, présidente du Sidoc et du syndicat AOC Oliu di Corsica.

"Trop de dérogations sont accordées au prétexte que la marchandise vient de zone non contaminée. Or, comme nous le montre le cas de l'Espagne, ce n'est pas une garantie suffisante." La revendication des oléiculteurs ? L'interdiction des importations. Premier problème, les lois européennes de libre circulation. Et le risque de voir l'exportation corse bloquée en retour.

Les plantes aromatiques et endémiques du maquis sont aussi touchées. "À l'état sauvage seulement, nous n'avons aucun cas de xylella dans nos cultures, que ce soit pour l'immortelle, le romarin ou autre" tempère Jean-Pierre Caux, directeur des huiles essentielles

Corsica Pam. La raison est simple : leurs plants sont faits à partir de semis, qui ne peuvent être porteurs de la bactérie tout simplement parce qu'ils ne sont pas contaminables.

D'autant plus que ces semis sont eux-mêmes extraits de plantes saines. Pragmatique et réaliste, Jean-Pierre Caux se fait la voix du compromis : "L'une des solutions serait d'assurer la traçabilité des végétaux. Garantir qu'ils ont été faits à partir de semis ou de plantes saines. Ce serait plus facile à instaurer et nous éviterait le risque de voir nos exportations à leur tour, boudées par les pays européens." Si les débords ne sont jamais complètement évitables, l'idée a le mérite de concilier les intérêts de tous, y compris des plantes elle-même.

I. L.-P.